

TARKETT

Société anonyme au capital de 318 613 480 €
Siège Social : Tour initiale – 1 Terrasse Bellini
RCS : RCS Nanterre : 352 849 327

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2016

KPMG AUDIT

MAZARS

TARKETT

*Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2016*

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

TARKETT

Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2016

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Avec la société FM Insurance Company Ltd.

Personne concernée : M. Michel Giannuzzi, Président du Directoire de Tarkett, membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit de FM Insurance Company Co., maison mère de la société FM Insurance Company Ltd.

M. Michel Giannuzzi, Président du Directoire, a été nommé le 13 octobre 2016 membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit de la société FM Insurance Company Co., maison mère de la société FM Insurance Company Ltd, qui fournit à votre société une police d'assurance.

Cette convention, autorisée par votre Conseil de Surveillance du 26 octobre 2016, prévoit la reconduction, intervenue le 31 octobre 2016, de la police d'assurance fournie par la société FM Insurance Company Ltd. à votre société, jugée nécessaire à la poursuite de ses activités opérationnelles.

Une charge de 57 694 € TTC a été comptabilisée dans les comptes de votre société au titre de cette convention, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

a) dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

TARKETT

Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2016

Avec la Société Investissement Deconinck (« S.I.D. »)

Personnes concernées : Messieurs Bernard-André Deconinck, Didier Deconinck et Eric Deconinck, membres du Conseil de Surveillance de Tarkett et actionnaires de la société S.I.D., qui détient plus de 10% des droits de votes de Tarkett.

▪ Convention de prestations de services

Cette convention, autorisée par votre Conseil de Surveillance du 17 décembre 2013, prévoit que votre société assure au profit de la S.I.D., actionnaire à hauteur de 50,18% de Tarkett, des prestations juridiques, sociales et fiscales nécessaires à son activité. Ces prestations sont nécessaires à la gestion de la S.I.D. et se poursuivront en 2017.

Un produit de 75 000 € HT a été comptabilisé dans les comptes de votre société au titre de cette convention, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

▪ Convention d'assistance et d'animation

Cette convention, autorisée par votre Conseil de Surveillance du 9 octobre 2013, prévoit que la S.I.D., actionnaire à hauteur de 50,18% de Tarkett, fournisse une assistance dans la détermination de l'orientation stratégique de Tarkett et dans la prise de décisions importantes.

Une charge de 500 000 € HT a été comptabilisée dans les comptes de votre société au titre de cette convention, pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

b) sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

Avec Monsieur Michel Giannuzzi, Président du Directoire

Lors de l'admission des actions de Tarkett aux négociations de NYSE Euronext Paris, le contrat de travail de Monsieur Michel Giannuzzi a été résilié pour ne conserver que son mandat social. Dans ce contexte, les conventions ci-dessous ont été autorisées par votre Conseil de Surveillance du 27 septembre 2013.

▪ Prime de rétention

TARKETT

Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2016

Une prime de rétention d'un montant de 300 000 € sera versée à Monsieur Michel Giannuzzi au 1er novembre 2017, sous condition de présence à cette date.

▪ Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions

Monsieur Michel Giannuzzi bénéficie d'une indemnité de départ contrainte soumise aux conditions de performance définies ci-après, d'un montant égal à deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue par Monsieur Michel Giannuzzi au cours des 12 mois précédant son départ au titre de son mandat de Président du Directoire et, le cas échéant, au titre de son contrat de travail. En cas de cumul de l'application de l'indemnité de départ et de l'indemnité de non-concurrence décrite ci-dessous, le montant total perçu par Monsieur Michel Giannuzzi à ce titre sera plafonné à deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 mois précédant son départ au titre de son mandat de Président du Directoire et, le cas échéant, au titre de son contrat de travail.

La performance est mesurée par le taux de réalisation des objectifs annuels définis par le Conseil de Surveillance, sur proposition du comité des nominations et des rémunérations, et servant de calcul à la rémunération variable. Elle est équivalente à la moyenne de la performance réalisée par Monsieur Michel Giannuzzi sur les trois années civiles précédant son départ. Dans l'hypothèse où le départ interviendrait avant novembre 2017, la performance sera mesurée par le taux de réalisation des objectifs annuels servant au calcul de la part variable de sa rémunération de Président du Directoire et de sa rémunération en tant que salarié.

L'indemnité de départ est conditionnée à un taux de performance compris entre 50% et 100 %, de sorte que si le taux de performance est inférieur à 50 %, aucune indemnité ne sera due par la Société, et si le taux de performance est au moins égal à 100 %, l'indemnité sera due dans son intégralité. Elle sera calculée strictement proportionnellement au montant du taux de performance.

L'indemnité de départ sera due par la Société, sous condition de l'atteinte des conditions de performance, en cas de départ contraint, incluant notamment la conséquence d'un changement de contrôle ou d'un désaccord sur la stratégie, des fonctions de mandataire social, sur initiative du Conseil de Surveillance, quelle que soit la forme de la cessation du mandat, sauf cas de faute grave ou faute lourde.

▪ Indemnités relatives à une clause de non-concurrence

Monsieur Michel Giannuzzi bénéficie d'une indemnité relative à une clause de non-concurrence dans le cadre son mandat social.

Monsieur Michel Giannuzzi percevra à ce titre une indemnité de non-concurrence égale à sa rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 mois

TARKETT

Assemblée générale
d'approbation des
comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2016

précédant le départ au titre de son mandat de Président du Directoire (y compris, le cas échéant, au titre de son contrat de travail conclu avec la SIF), payable en 24 mensualités tout au long de la durée de l'engagement de non-concurrence. Cette indemnité s'imputera sur l'indemnité de départ que Monsieur Michel Giannuzzi pourra percevoir de sorte que le montant total perçu au titre de son indemnité de départ et de non-concurrence n'excède pas deux ans de rémunération brute fixe et variable perçue au cours des 12 derniers mois précédant le départ. La société se réserve le droit de renoncer au bénéfice de cette clause de non-concurrence.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, aucun montant n'a été versé à Monsieur Michel Giannuzzi, au titre de l'une quelconque des trois conventions ci-dessus mentionnées.

Fait à Paris-La Défense, le 22 février 2017

Les Commissaires aux comptes

KPMG AUDIT

Philippe GRANDCLERC

Renaud LAGGIARD

MAZARS

Juliette DECOUX

Eric SCHWALLER